**Demandez à la ministre responsable de l’Habitation France-Élaine Duranceau un contrôle obligatoire et universel des loyers!**

Mise en contexte

Dans le cadre de sa campagne « Les loyers explosent, un contrôle s’impose! », le RCLALQ demande à la ministre responsable de l’Habitation, France-Élaine Duranceau, d’instaurer des mesures de contrôle des loyers. Pour ce faire, vous êtes invité·es à envoyer un courriel à la ministre afin de lui témoigner de votre soutien à nos demandes.

Instructions

1. Dans la case « Destinataires/À », indiquez :

* [France-Elaine.Duranceau.BERR@assnat.qc.ca](mailto:France-Elaine.Duranceau.BERR@assnat.qc.ca)
* [France-Elaine.Duranceau@assnat.qc.ca](mailto:France-Elaine.Duranceau@assnat.qc.ca)
* [ministre@habitation.gouv.qc.ca](mailto:ministre@habitation.gouv.qc.ca)

1. Ajoutez le RCLALQ en copie conforme du courriel :

* [public@rclalq.qc.ca](mailto:public@rclalq.qc.ca)

1. Copiez-collez le message ci-contre dans le corps du courriel.

Message courriel à copier-coller pour votre envoi

Objet : Mme Duranceau, les loyers explosent, un contrôle s’impose!

Madame la ministre Duranceau,

Les loyers explosent et les locataires n’en peuvent plus de se serrer la ceinture : le loyer moyen d’un 4 et demi à louer au Québec est de 1828 $ par mois. Pour une famille, il faut s’attendre à payer en moyenne plus de 2200 $ pour la location d’un logement de 3 chambres et plus. Face à des prix aussi élevés, nous n’avons d’autres choix que de couper dans les autres besoins essentiels pour pouvoir conserver un toit sur notre tête. Parfois, nous devons nous contenter d’un logement trop petit ou insalubre faute de pouvoir nous permettre mieux.

Nous vous demandons de mettre en place de toute urgence un contrôle obligatoire des loyers pour que nous puissions nous loger convenablement sans y passer tout notre budget. Nous ne sommes pas assez protégé·es contre les hausses trop élevées : nous connaissons tous·tes des ami·es, des collègues ou de la famille qui ne savent pas qu’il est possible de refuser une hausse de loyer tout en conservant son logement. Certain·es n’osent pas refuser leur hausse de peur de subir des représailles de la part de leur propriétaire. D’autres encore viennent tout juste de signer un nouveau bail et ne savent pas combien payaient les anciens locataires.

Nous sommes des locataires aîné·es, des femmes monoparentales, des personnes racisées, immigrantes, des gens sur l’aide sociale ou sans emploi qui ne peuvent plus supporter l’explosion des loyers. C’est sur nos épaules que repose le fardeau de refuser une hausse de loyer, c’est injuste! Nous vous demandons aujourd’hui de renverser ce fardeau et d’imposer un contrôle obligatoire et universel des loyers. De plus, nous vous demandons de créer un registre public des loyers afin de contrer les hausses abusives lors des changements de locataires.

Bien à vous,

Un·e locataire qui ne pourra pas supporter une nouvelle hausse de loyer